



Introduction

Alors que nous subissons, sans en être les responsables, les effets de la crise financière et économique dans notre région durement touchée, nous nous sommes penchés sur la dernière période électorale (2007-09), afin d'en dégager un bilan politique.

De ce bilan au large spectre, étant donné la nature différente des élections concernées (tant fédérales que communales et cantonales), nous avons pu tirer un certain nombre de réflexions que nous soumettons au Congrès du PSN, sous la forme d'une résolution.

Plus que des points pratiques ou concrets de programme, nous avons tenté d'établir une orientation politique générale. Il ne s'agit donc pas tant de proposer un itinéraire tout tracé, mais plutôt de définir une manière d'aborder le chemin à parcourir. Ceci pour que l'exercice du pouvoir – et de la majorité – nous permette de garder le sens de l'utopie qui nous amène à dépasser l'adversité et qui nous réunit autour de valeurs communes.

Notre indépendance politique doit aussi s'affirmer avec nos élus de l'exécutif ou du législatif, impliquant la possibilité de critiques envers leurs décisions, pour aider nos camarades dans un esprit de dialogue et de recherche de bonnes solutions.

1. **Clarté politique** : nous devons définir un certain nombre de domaines ou de points précis que nous nous engageons à défendre et développer au-delà des effets de mode ou des contingences budgétaires. Il s'agit de buts auxquels nous voulons tendre et d'une ligne d'horizon que nous nous constituons.
Ainsi, nous ne devons pas abandonner des terrains que nous pratiquons depuis longtemps, tels notre soutien à l'emploi, la formation, la cohésion sociale, l'environnement, les transports publics ou encore le service public, au profit de nos adversaires, mais aussi de nos alliés. Notre constance fait notre force et notre conviction d'aborder des questions de société de façon différente doit être mise en avant.
2. **Comment définir nos priorités** : les mesures que nous soutenons et les projets que nous menons doivent se mesurer à leur impact concret sur la vie des gens et sur les demandes et besoins de la population. C'est de cette manière que nous devons en premier définir nos priorités. Le prisme budgétaire n'étant pas le reflet exact de la réalité des gens, mais l'état, à un moment donné, des moyens à notre disposition. A nous de trouver de nouveaux moyens, pas nécessairement financiers, selon les besoins que nous identifions.

3. Notre réponse à la crise :

- a) Le contexte particulier actuel de crise financière et économique constitue notre premier défi de taille. La baisse brutale de recettes et l'augmentation massive des dépenses sociales créent une tension importante dans la conduite des affaires publiques. Dans un contexte aussi exceptionnel, nous devons avoir le courage de définir nos priorités et de nous donner les moyens de les atteindre. Nous nous devons de permettre à celles et ceux d'entre-nous qui sont touché-e-s par cette crise de la traverser dignement en leur assurant le soutien de l'Etat. De la même manière, nous devons, malgré les obstacles, continuer à développer nos infrastructures pour que nous n'ajoutions pas à la crise un retard dans notre développement.
- b) La crise laisse-t-elle la place à des solutions automatiques ? Dans ce contexte de tension des finances publiques, peut-on encore envisager des mécanismes figés, imaginés lors d'une conjoncture stable ? Il nous apparaît que non. Et que, conséquemment, les mécanismes de frein aux dépenses doivent être assouplis, voire réexaminés, pour permettre aux collectivités publiques d'assurer leurs missions durant cette période particulière.

4. **Une gouvernance de gauche** : le fait d'être majoritaire doit se traduire également par une différence nette dans la manière de gouverner et de communiquer ses décisions. Nous croyons à une politique de proximité où les habitant-e-s ne sont pas informé-e-s à distance, mais où le pouvoir exécutif va à la rencontre des gens pour expliquer ses décisions, qu'il s'agisse de réformes ou de nouveaux projets. C'est dans ce lien de proximité et cette volonté d'explication et de concertation que réside notre différence et notre force.

5. Notre rôle de parti :

- a) Historiquement, notre parti s'engage pour le progrès social et la transformation de la société, pour plus d'équité et une juste répartition des richesses.
Aujourd'hui, force est de constater que nous devons continuer à être une véritable force de proposition, alternative au libéralisme mondialisé, et être capables d'apporter des réponses concrètes aux problèmes de notre époque.
Il est nécessaire de concrétiser les valeurs de solidarité et de fraternité dans des programmes politiques qui prennent en compte les difficultés de la population et leur donne de l'espoir dans la possibilité d'un avenir meilleur.
Etre capable de mobiliser largement et de construire ensemble un futur autre que celui offert par le libéralisme est une nécessité. Nous devons y travailler !
- b) Un parti politique a pour première richesse, en dehors de ses cotisations, ses partisans et leur engagement. De leurs expériences, de leurs savoir-faire et de leur mobilisation naissent les propositions qui font notre force. Nous devons impérativement renforcer cet aspect de notre fonctionnement et utiliser pleinement les résultats des travaux des commissions ainsi que les ressources internes que nous avons. C'est ainsi que nous trouverons des solutions originales pour faire triompher nos idées et que nous ferons pleinement jouer notre force de proposition et de mobilisation.

6. **Communication** : il est fondamental, dans un contexte où le dialogue social peine et où les questions de société sont trop vite résumées par des sondages, de communiquer régulièrement avec la population afin d'expliquer ce qui guide notre action politique. A cet effet, nous devons revoir notre communication pour atteindre le plus grand nombre de personnes possible par nos propres canaux.